

# Impôts et taxes au Sénégal : Entre déficit d'informations et faible légitimité

Dépêche No. 502 d'Afrobarometer | Mamadou Abdoulaye Diallo

## Résumé

L'impôt est considéré comme un instrument de redistribution des revenus et un moyen, pour les pouvoirs publics, d'obtenir les ressources nécessaires au financement de leur politique (Jurion, 2011).

Le gouvernement du Sénégal a adopté en 2013 un nouveau code des impôts afin de le rendre plus lisible et mieux articulé aux objectifs de la politique économique et sociale du pays (Direction Générale des Impôts et des Domaines, 2013). A cela s'ajoutent la mise en place du projet de modernisation de l'administration fiscale (PROMAF) et le développement d'une application web pour déclarer et payer les impôts.

Ces efforts ont permis de relever faiblement l'assiette fiscale du Sénégal : Sur la période 2010-2019, le ratio impôts/produit intérieur brut (PIB) au Sénégal a augmenté de 15,9% à 16,6% (Organisation de Coopération et de Développement Economiques, 2021).

Cependant, le Sénégal affiche un taux de pression fiscale inférieur à la moyenne sous-régionale (18,6% du PIB), alors qu'un objectif minimal de 20% est recommandé par l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine. De plus, sur une population de 407.882 unités économiques recensées en 2016, environ 85.000 sont dans le fichier des contribuables de la Direction Générale des Impôts et des Domaines dont seulement 25.000 sont réellement actifs. De même sur une population active de plus de 6 millions d'individus, moins de 10% apportent une contribution directe à la couverture des charges publiques (Direction Générale des Impôts et des Domaines, 2020).

Lors de la plus récente enquête de sondage d'Afrobarometer, les Sénégalais expriment un manque d'informations sur les impôts à payer et leur utilisation par le gouvernement. De plus, seulement une faible majorité des citoyens soutiennent le droit du gouvernement d'imposer le paiement des impôts et taxes. Toutefois, les Sénégalais réclament plus d'équité dans le paiement des impôts.

La majorité des répondants pensent que les gens évitent souvent de payer les impôts et taxes qu'ils doivent à l'Etat. De même, moins de la moitié des citoyens font confiance à l'administration fiscale.

Par ailleurs, les répondants sont favorables à une augmentation des impôts et taxes si cela implique une amélioration des prestations de services de la part du gouvernement, surtout au profit des jeunes, ou si les ressources sont bien utilisées pour financer le développement du pays sans recourir aux prêts extérieurs. Malgré le déficit d'informations, ils s'accordent sur le fait que les impôts collectés par l'Etat servent à améliorer le bien-être des citoyens.

A la lumière de ces résultats, il apparaît que la légitimité d'imposer des impôts et taxes dépendra des réponses que le gouvernement apportera à ces perceptions citoyennes.

## L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 8 couvrent 34 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Sénégal, conduite par le Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES), s'est entretenue avec 1.200 adultes sénégalais en décembre 2020. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Sénégal en 2002, 2005, 2008, 2013, 2014 et 2017.

## Résultats clés

- Plus de trois quarts (77%) des adultes Sénégalais estiment qu'il est « difficile » ou « très difficile » de se renseigner sur les impôts et taxes qu'ils sont tenus de payer au gouvernement.
- Encore plus (86%) affirment qu'il est difficile de se renseigner sur la manière dont le gouvernement utilise les recettes fiscales.
- La majorité (56%) des citoyens sont d'avis que les autorités ont toujours le droit d'imposer des impôts et taxes aux citoyens. Cependant, la proportion de citoyens qui désapprouvent la légitimité de l'impôt a plus que doublé, passant de 15% en 2013 à 38% en 2021.
- Près de la moitié (48%) des citoyens jugent que le montant d'impôts que les gens ordinaires sont tenus de payer est trop élevé. En revanche, la majorité (54%) pensent que les riches paient trop peu.
- Huit répondants sur 10 (79%) pensent qu'il est équitable d'imposer aux riches un taux d'impôts plus élevé que celui des gens ordinaires de sorte à financer des programmes en faveur des pauvres.
- Plus de six Sénégalais sur 10 (62%) affirment que les gens évitent « souvent » ou « toujours » de payer les impôts et taxes qu'ils doivent à l'Etat.
- Quatre citoyens sur 10 environ estiment que la « plupart » ou « tous » les agents des impôts (38%) et les inspecteurs et contrôleurs dans les services de douanes, impôts et domaines, et trésor (43%) sont corrompus.
- Moins de la moitié (46%) des Sénégalais font « partiellement » ou « beaucoup » confiance à l'administration fiscale.
- Des majorités des Sénégalais accepteraient de payer davantage d'impôts afin de soutenir des programmes au profit des jeunes (58%), de recevoir de meilleurs services publics (51%) et de financer le développement du pays sur fonds propres au lieu des prêts extérieurs (79%).
- Plus de six adultes sur 10 (63%) s'accordent sur le fait que les impôts collectés par l'Etat servent à améliorer le bien-être des citoyens.

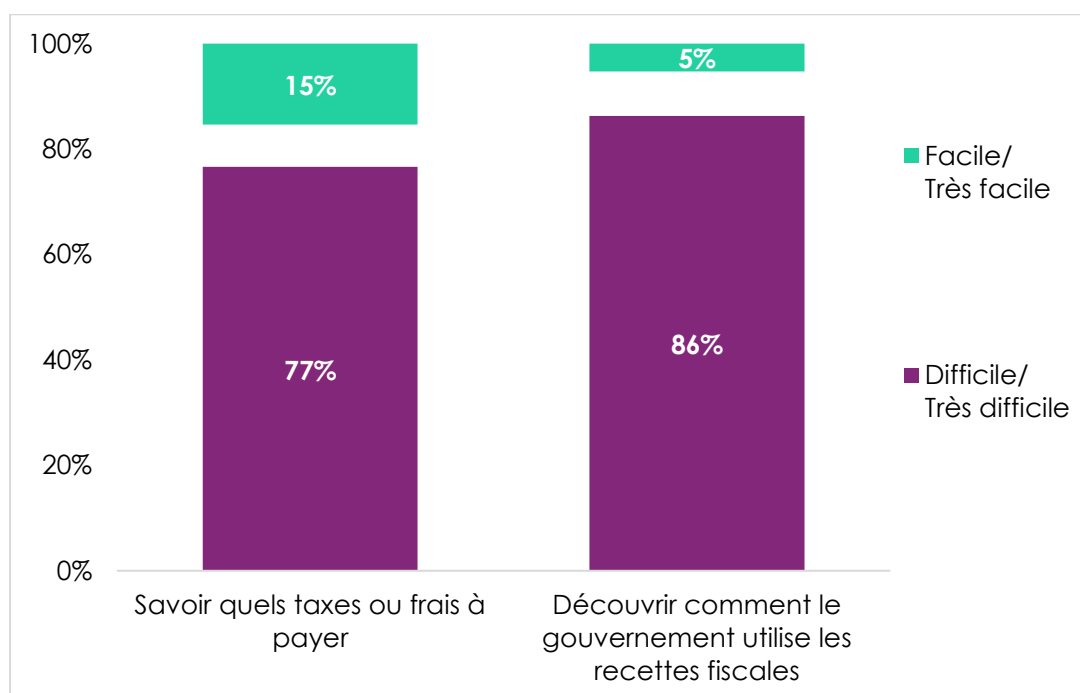
## S'informer sur les impôts

Plus de trois quarts (77%) des adultes Sénégalais, de par leur expérience, trouvent qu'il est « difficile » ou « très difficile » pour les citoyens de se renseigner sur les impôts et taxes qu'ils sont tenus de payer. Également, une plus grande majorité (86%) estiment qu'il est difficile voire très difficile de se renseigner sur la manière dont le gouvernement utilise les recettes fiscales (Figure 1).

Concernant la difficulté à se renseigner sur les impôts à payer, on ne note pas de différence significative suivant le milieu de résidence, le sexe, le niveau d'éducation et l'âge. Toutefois, il existe une légère différence entre les plus nantis (70%) et les citoyens ayant vécu une plus forte pauvreté (79%-80%). De plus, suivant la zone géographique, c'est parmi les habitants de la zone Nord<sup>1</sup> (85%) qu'on retrouve la plus grande proportion de personnes qui signalent cette difficulté (Figure 2).

Par ailleurs, l'accès difficile aux informations relatives à l'utilisation des recettes fiscales est assez uniformément distribué à travers les groupes socio-démographiques, même s'il est légèrement plus difficile pour les citoyens habitants la zone Nord (94%) et relativement moins difficile pour les plus nantis (82%) (Figure 3).

**Figure 1 : Difficile de se renseigner sur les impôts | Sénégal | 2021**



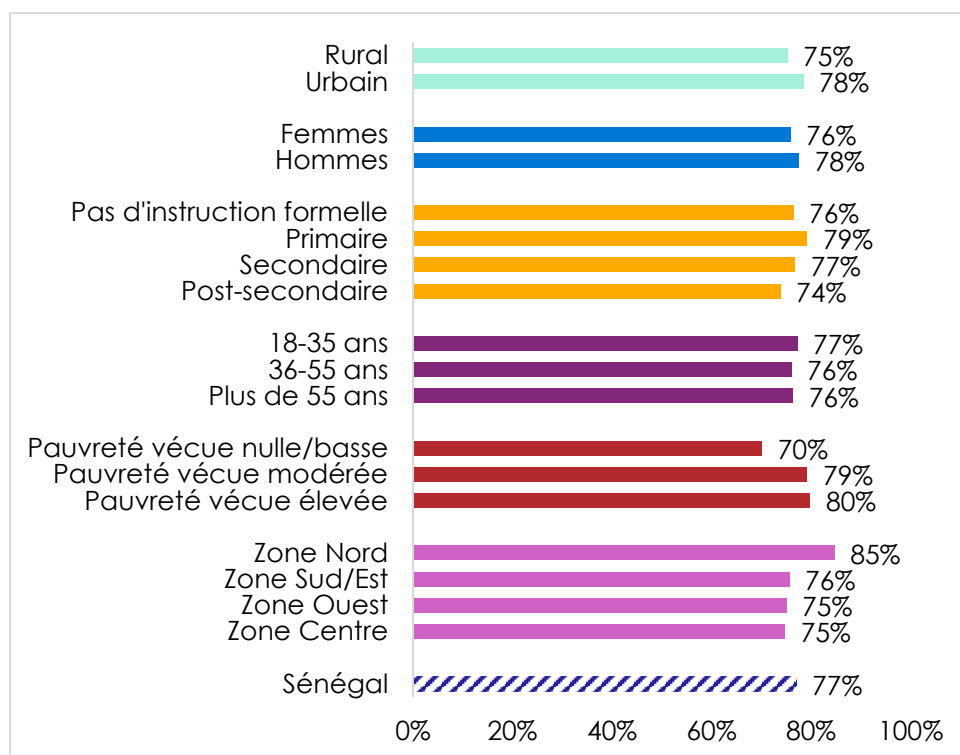
**Questions posées aux répondants :** Selon votre expérience, à quel point est-il facile ou difficile de faire ce qui suit :

Se renseigner sur les impôts et taxes que vous êtes tenu(e) de payer au gouvernement ?

Se renseigner sur la manière dont le gouvernement utilise les recettes provenant des impôts de contribuables ?

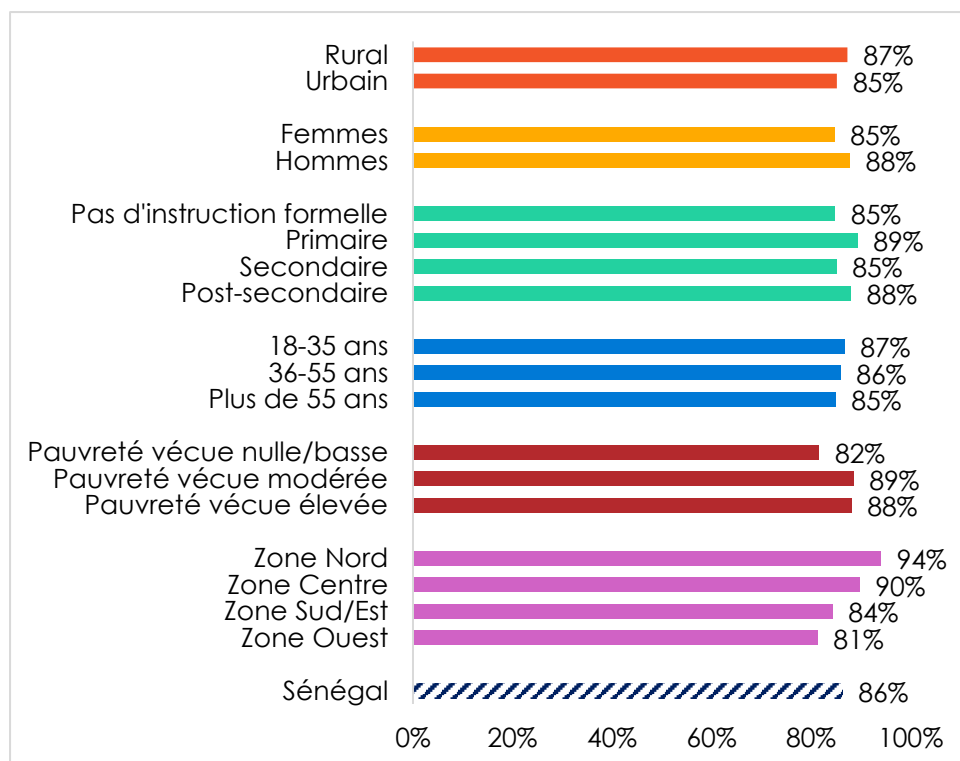
<sup>1</sup> Zone Ouest – Dakar, Thiès ; zone Nord – Louga, Saint-Louis, Matam ; zone Centre – Diourbel, Kaolack, Fatick, Kaffrine ; zone Sud/Est – Ziguinchor, Sédhiou, Kolda, Tambacounda, Kédougou

**Figure 2 : Difficile de se renseigner sur les impôts à payer** | par groupe socio-démographique | Sénégal | 2021



**Question posée aux répondants :**  
 Selon votre expérience, à quel point est-il facile ou difficile de faire ce qui suit : Se renseigner sur les impôts et taxes que vous êtes tenu(e) de payer au gouvernement ? (% « difficile » ou « très difficile »)

**Figure 3 : Difficile de se renseigner sur l'utilisation des recettes fiscales par le gouvernement** | par groupe socio-démographique | Sénégal | 2021



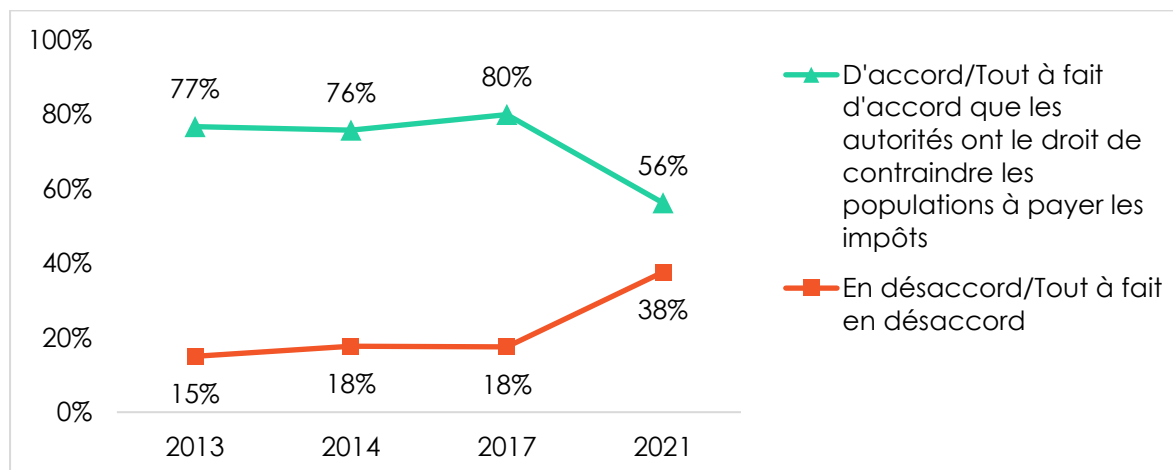
**Question posée aux répondants :**  
 Selon votre expérience, à quel point est-il facile ou difficile de faire ce qui suit : Se renseigner sur la manière dont le gouvernement utilise les recettes provenant des impôts de contribuables ? (% « difficile » ou « très difficile »)

## Légitimité des impôts et taxes

Le droit du gouvernement d'imposer le paiement des impôts et taxes aux Sénégalais est approuvé par la majorité (56%) des citoyens. Cependant, l'approbation de la légitimité de l'impôt a chuté depuis les années 2013-2017, quand plus de trois quarts des Sénégalais trouvaient légitime de contraindre les gens à payer les impôts au gouvernement (Figure 4). Comparé à 2017, la proportion de citoyens qui désapprouvent la légitimité de l'impôt a plus que doublé, passant de 18% à 38%.

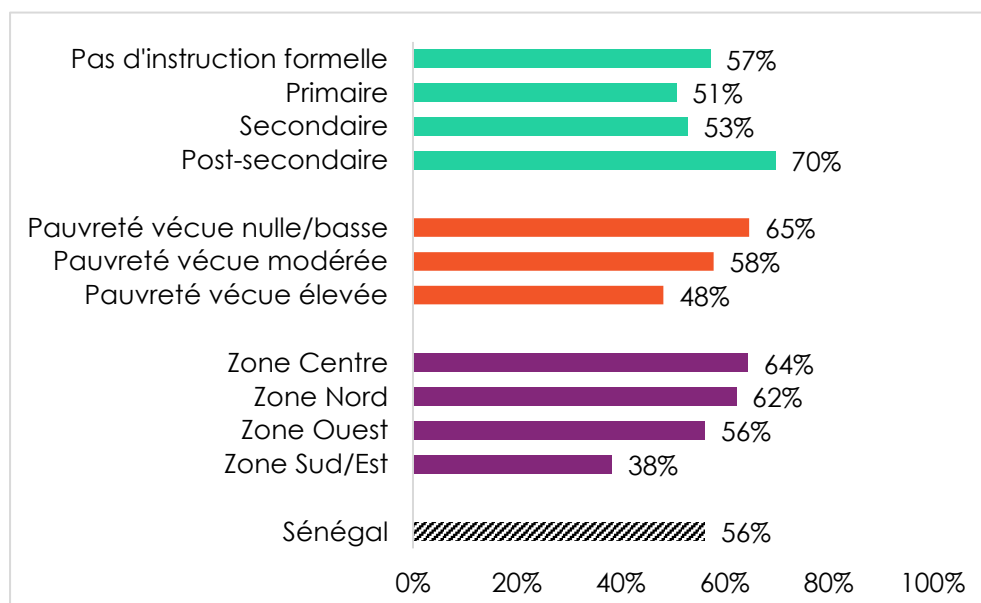
Suivant les groupes socio-démographiques, on constate que ce sont les plus instruits (70%) et les mieux nantis (65%) qui soutiennent le plus la légitimité des impôts (Figure 5). Selon la zone de résidence, les habitants du Centre (64%) et du Nord (62%) sont plus favorables à l'intervention de l'Etat pour contraindre les citoyens à payer les impôts.

**Figure 4 : Légitimité des impôts et taxes | Sénégal | 2013-2021**



**Question posée aux répondants :** Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non : Les autorités fiscales ont toujours le droit de contraindre les populations à payer les impôts ?

**Figure 5 : Légitimité des impôts et taxes | par groupe socio-démographique | Sénégal | 2021**



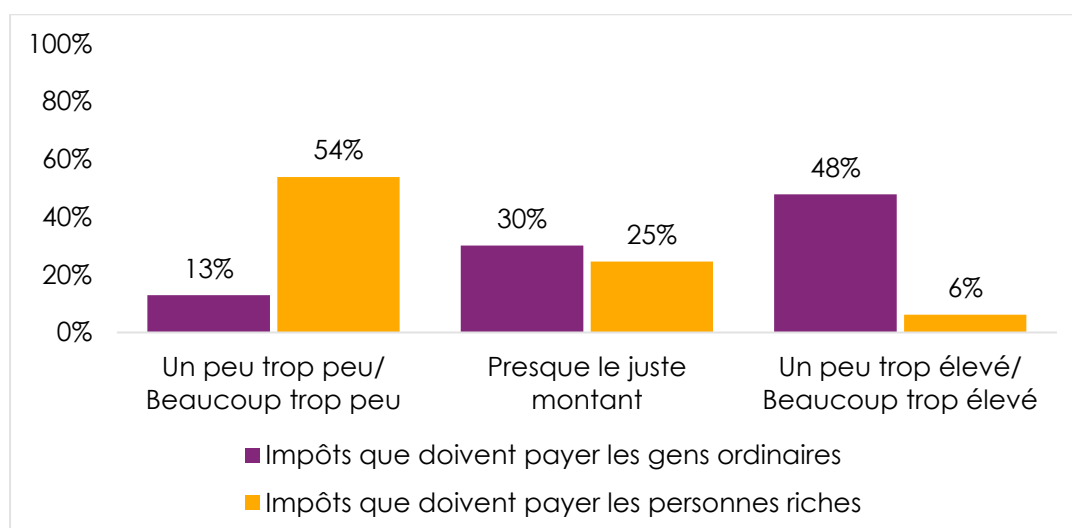
**Question posée aux répondants :** Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non : Les autorités fiscales ont toujours le droit de contraindre les populations à payer les impôts ? (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

## L'équité des impôts

Les Sénégalais notent un manque d'équité entre les riches et les gens ordinaires en ce qui concerne le paiement des impôts. Près de la moitié des citoyens (48%) jugent que le montant d'impôts que les gens ordinaires sont tenus de payer est « un peu » ou « beaucoup » trop élevé, alors que seulement 6% d'entre eux pensent la même chose s'agissant des riches. En revanche, la majorité des citoyens (54%) pensent que le montant que les riches sont tenus de payer est trop peu (Figure 6).

Par ailleurs, une minorité de Sénégalais affirment que le montant d'impôts que les gens ordinaires (30%) et les riches (25%) doivent payer est presque le juste montant.

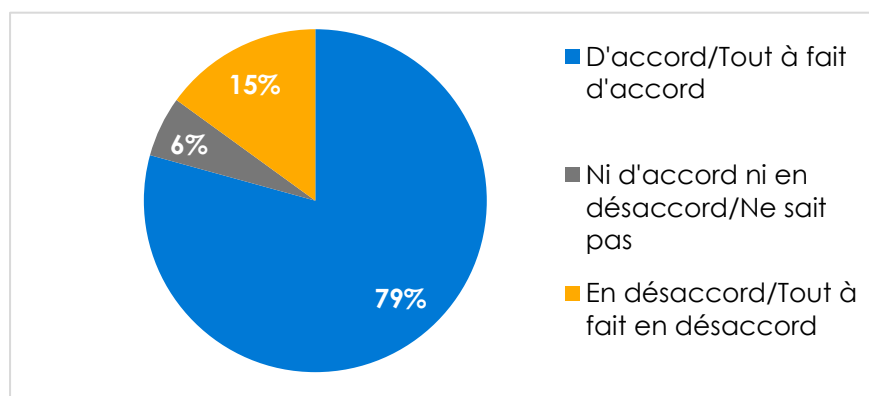
**Figure 6 : Paiement des impôts par les riches et les personnes ordinaires | Sénégal | 2021**



**Questions posées aux répondants :** Pensez-vous que le montant d'impôts que les gens ordinaires/les riches dans ce pays sont tenus de payer au gouvernement est trop peu, trop élevé, ou est presque le juste montant ?

En fait, huit adultes sur 10 (79%) pensent qu'il serait équitable d'imposer aux riches un taux d'impôts plus élevé que celui des gens ordinaires de sorte à aider le gouvernement à financer des programmes en faveur des pauvres (Figure 7).

**Figure 7 : Plus d'impôts pour riches en faveur des pauvres ? | Sénégal | 2021**

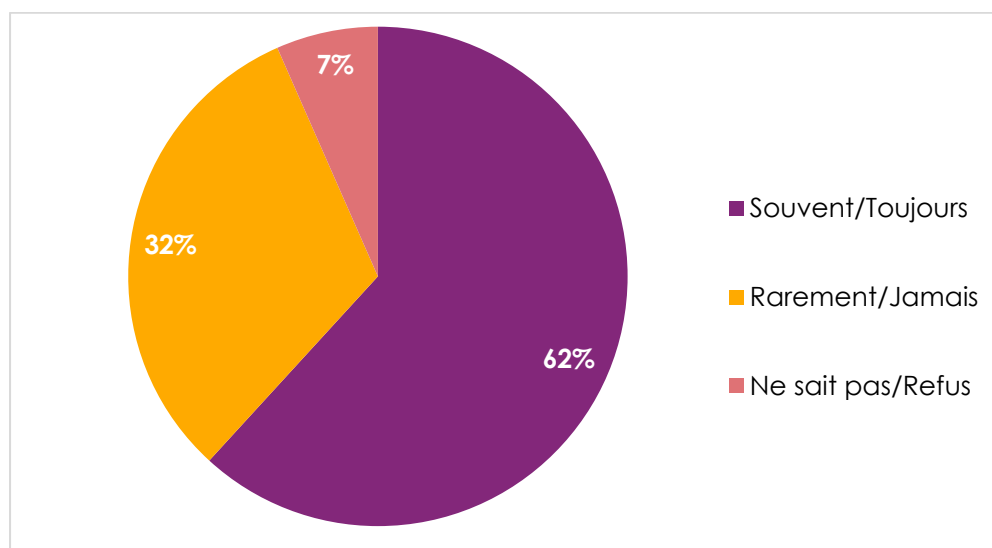


**Question posée aux répondants :** Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Il est équitable d'imposer aux riches un taux plus élevé que celui des gens ordinaires de sorte à aider le gouvernement à financer des programmes en faveur des pauvres ?

## Fréquence à laquelle les gens évitent de payer les impôts

Plus de six Sénégalais sur 10 (62%) pensent que les gens évitent « souvent » ou « toujours » de payer les impôts et taxes qu'ils doivent à l'Etat. Le tiers (32%) des citoyens affirment que cela arrive « rarement » ou « jamais » (Figure 8).

**Figure 8 : Eviter de payer les impôts | Sénégal | 2021**



**Question posée aux répondants :** A votre avis, à quel point, dans ce pays, les gens évitent-ils de payer les impôts et taxes qu'ils doivent au gouvernement ?

La perception que beaucoup de gens évitent de s'acquitter de leurs impôts est plus prévalent chez les citadins (65%), les hommes (66%) et les mieux nantis (65%) que chez les habitants en milieu rural (59%), les femmes (58%) et les pauvres (59%) (Figure 9).

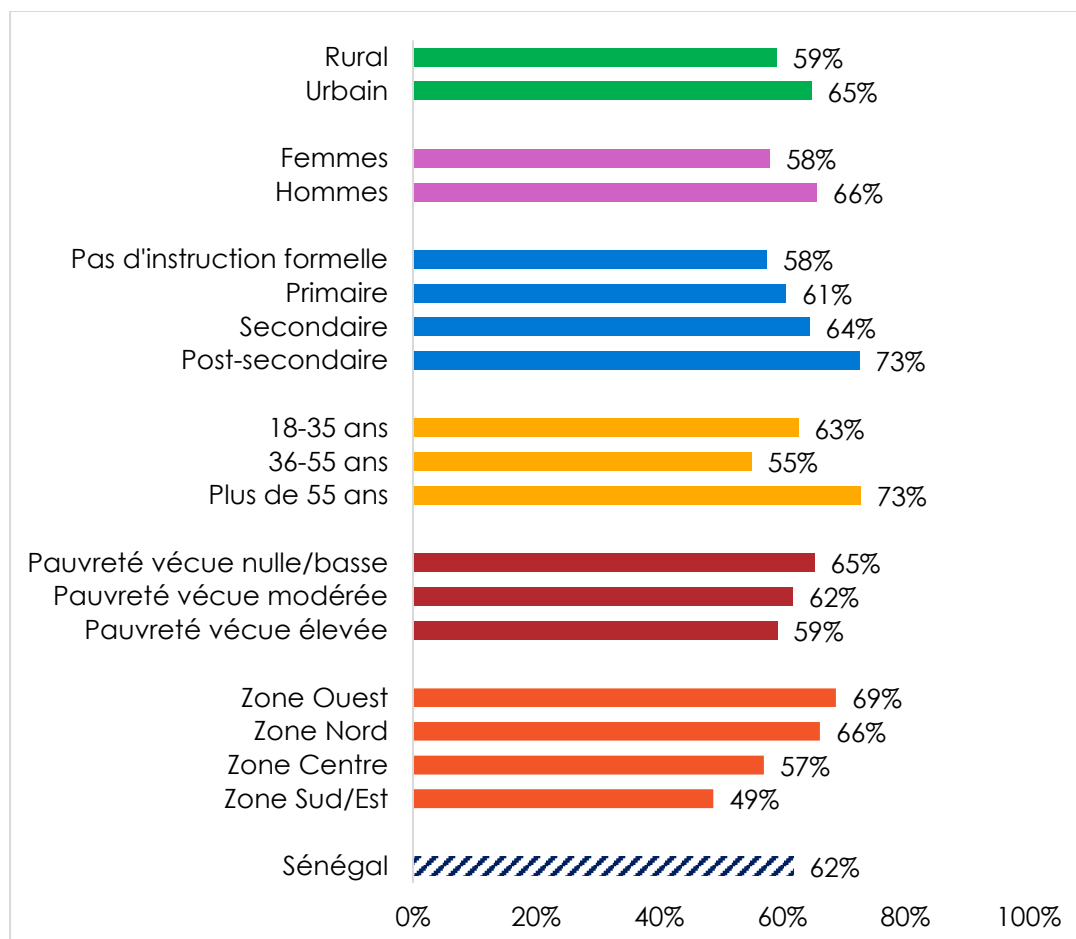
Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

Il semble que cette perception croît avec le niveau d'éducation, allant de 58% de ceux sans instruction formelle jusqu'à 73% de ceux du niveau post-secondaire. Par rapport à la classe d'âge, les personnes de la tranche 36-55 ans (55%) pensent le moins que les

citoyens se gardent de payer leurs impôts, contre 63% des jeunes et 73% des plus âgés.

Enfin, sept citoyens sur 10 (69%) résidant à l'Ouest (Dakar et Thiès) pensent que « souvent » ou « toujours » les gens évitent de payer les impôts, tandis que seule 49% des habitants de la zone Sud et Est s'accordent sur ce postulat.

**Figure 9 : Evitent souvent/toujours de payer les impôts** | par groupe socio-démographique | Sénégal | 2021



**Question posée aux répondants :** A votre avis, à quel point, dans ce pays, les gens évitent-ils de payer les impôts et taxes qu'ils doivent au gouvernement ? (% de ceux qui répondent « souvent » ou « toujours »)

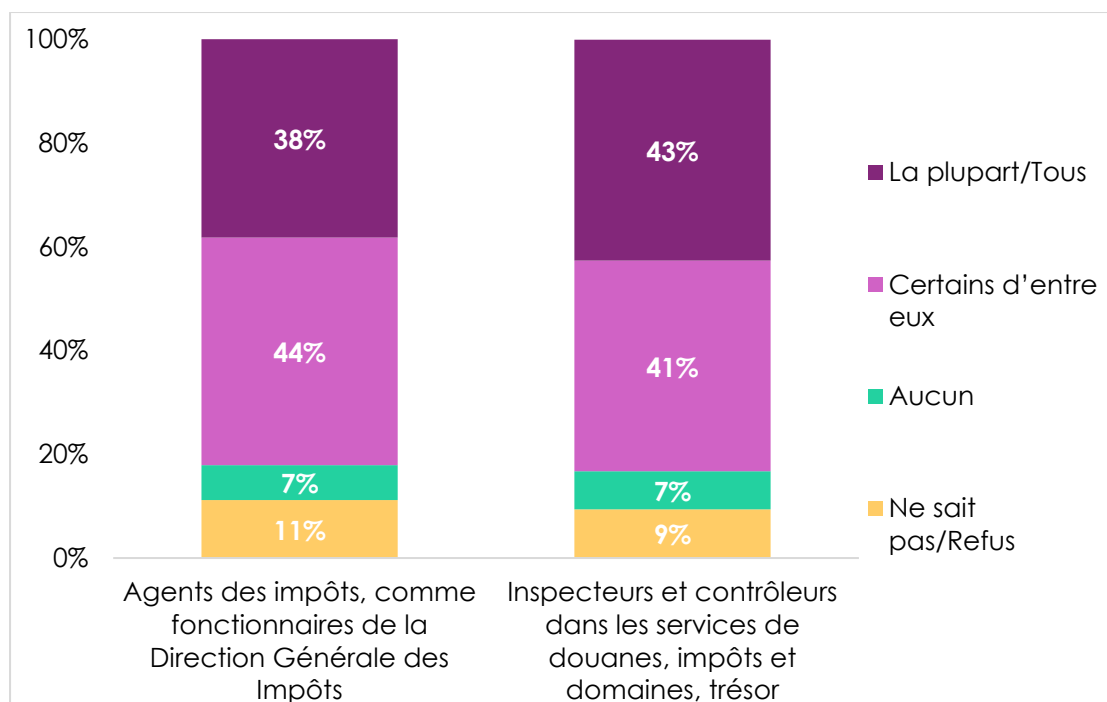
### Corruption et confiance en l'administration fiscale

Les citoyens sont interrogés sur leur perception de la corruption chez l'administration fiscale. Il ressort des résultats que quatre citoyens sur 10 environ estiment que la « plupart » ou « tous » les agents des impôts (38%) et les inspecteurs et contrôleurs dans les services de douanes, impôts et domaines, et trésor (43%) sont corrompus. De plus, plus de quatre personnes sur 10 pensent que « certains d'entre eux » sont corrompus. Seule 7% pensent qu'aucun des agents des services des impôts, de douanes et de trésor n'est corrompu (Figure 10).

Par ailleurs, la perception de la corruption chez les agents de l'administration fiscale semble croître avec le degré de pauvreté, allant de 31% des mieux nantis à 44% des pauvres (Figure 11). Enfin, il apparaît que la perception de cette corruption est moins élevée chez les habitants de l'Ouest (33%) qu'au Sud et à l'Est (46%).

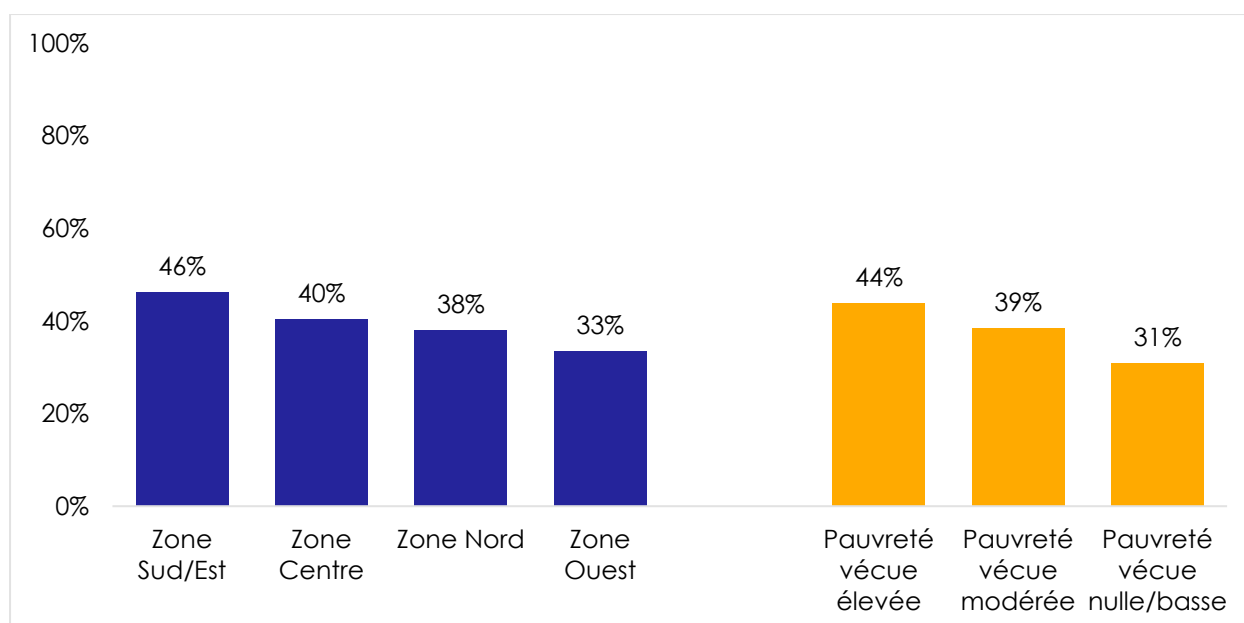


**Figure 10 : Corruption perçue des agents des impôts | Sénégal | 2021**



**Questions posées aux répondants :** Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Les agents des impôts, comme les fonctionnaires de la Direction Générale des Impôts ? Les Inspecteurs et contrôleurs dans les services de douanes, impôts et domaines, trésor ?

**Figure 11 : Corruption perçue des agents des impôts | par zone géographique et degré de pauvreté vécue | Sénégal | 2021**

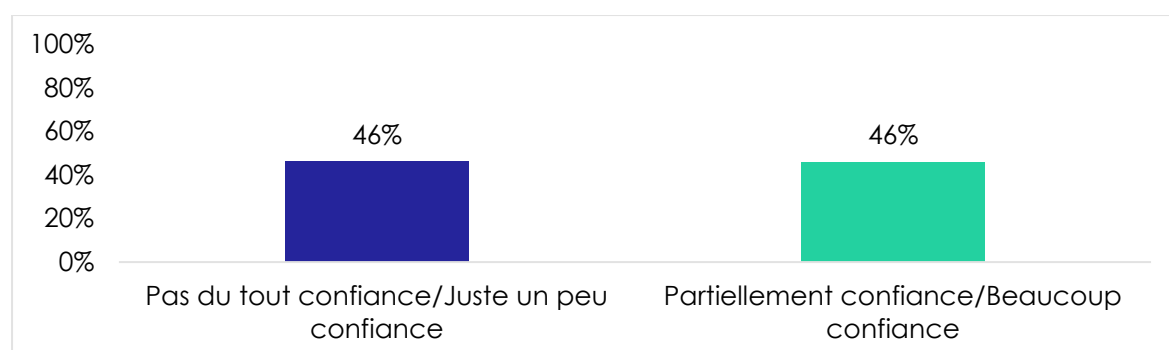


**Question posée aux répondants :** Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Les agents des impôts, comme les fonctionnaires de la Direction Générale des Impôts ? (% de ceux qui répondent « la plupart d'entre eux » ou « tous »)

S'agissant de la confiance accordée à l'administration fiscale, moins de la moitié des Sénégalais (46%) font « partiellement » ou « beaucoup » confiance à cette institution (Figure 12). La même proportion (46%) de citoyens font juste « un peu » ou « pas du tout » confiance aux agents des impôts.

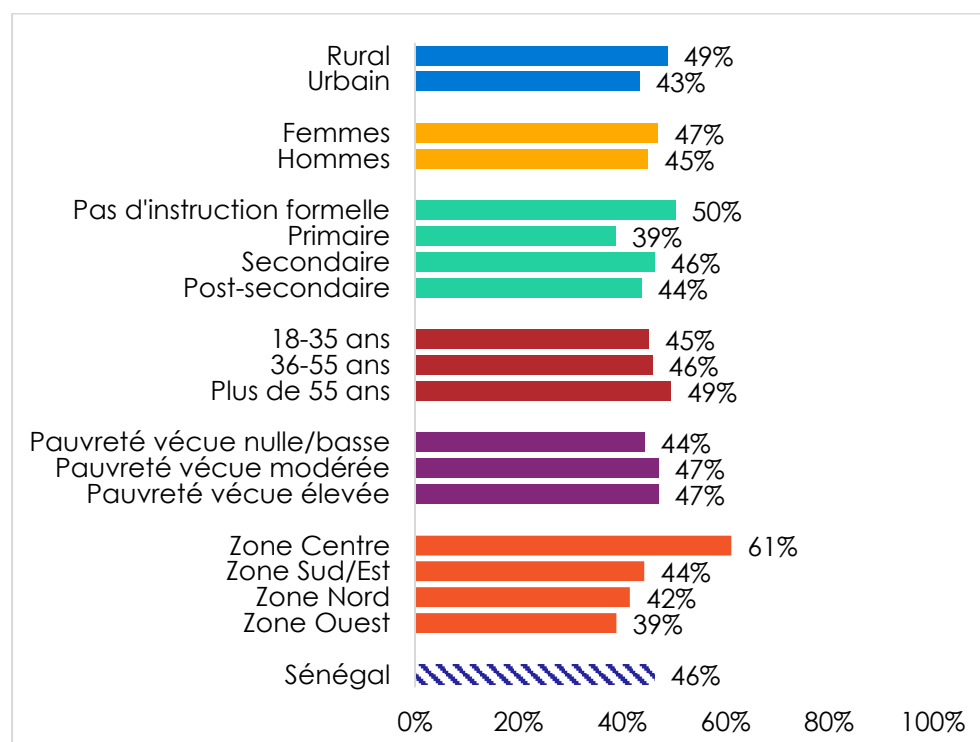
La confiance envers les agents des impôts est plus forte chez les habitants en milieu rural (49%), les personnes non instruites (50%) et les habitants de la zone Centre (61%) que chez leurs contreparties (Figure 13). Aucune différence n'est cependant notée entre les groupes d'âges et selon le degré de pauvreté vécue.

**Figure 12 : Confiance envers la Direction Générale des Impôts | Sénégal | 2021**



**Question posée aux répondants :** A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : La Direction Générale des Impôts ?

**Figure 13 : Confiance envers la Direction Générale des Impôts | par groupe socio-démographique | Sénégal | 2021**



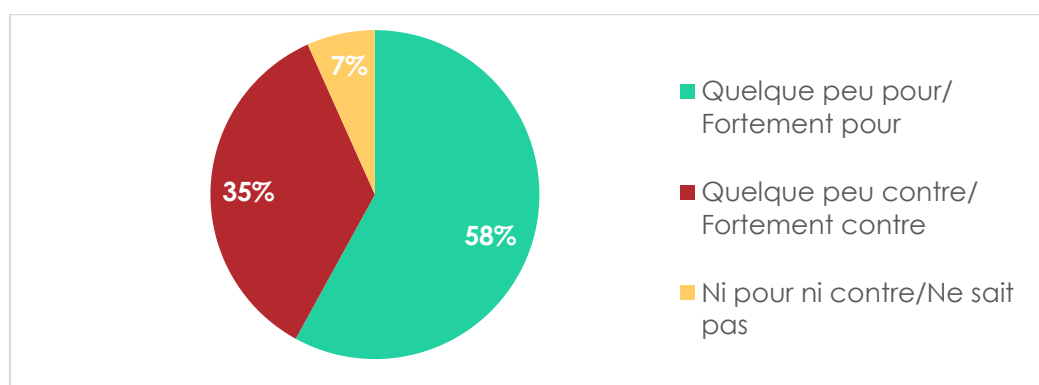
**Question posée aux répondants :** A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : La Direction Générale des Impôts ? (% qui répondent « partiellement confiance » ou « beaucoup confiance »)

## Augmentation des impôts

Malgré la faible confiance à l'administration fiscale, beaucoup de citoyens seraient prêts à payer plus d'impôts pour soutenir certains objectifs.

Près de six répondants sur 10 (58%) affirment être « quelque peu » ou « fortement » d'accord pour le fait d'augmenter les impôts afin de pouvoir soutenir des programmes au profit des jeunes, contre 35% qui s'opposent à une telle augmentation (Figure 14). Si une hausse des impôts se traduit par une augmentation des dépenses dans des programmes d'aide aux jeunes, les Sénégalais ont une préférence des investissements qui doivent être orientés vers la création d'emplois et la formation professionnelle (Diallo & Diallo, 2021).

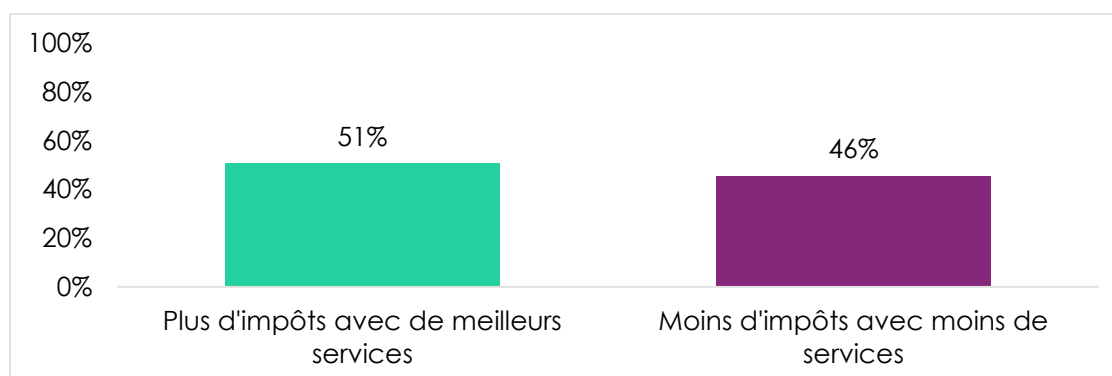
**Figure 14 : Plus d'impôts pour soutenir les programmes d'aide aux jeunes ?**  
 | Sénégal | 2021



**Question posée aux répondants :** Si le gouvernement décidait d'augmenter les impôts ou les taxes afin de pouvoir soutenir des programmes d'aide aux jeunes, seriez-vous pour ou contre cette décision ?

Une majorité plus mince des Sénégalais s'accordent sur le fait de payer davantage d'impôts pour de meilleurs services publics (Figure 15). Toutefois, 45% des citoyens jugent qu'il est préférable de payer moins d'impôts, même si cela implique moins de services fournis par le gouvernement.

**Figure 15 : Plus d'impôts pour meilleurs services ?** | Sénégal | 2021



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

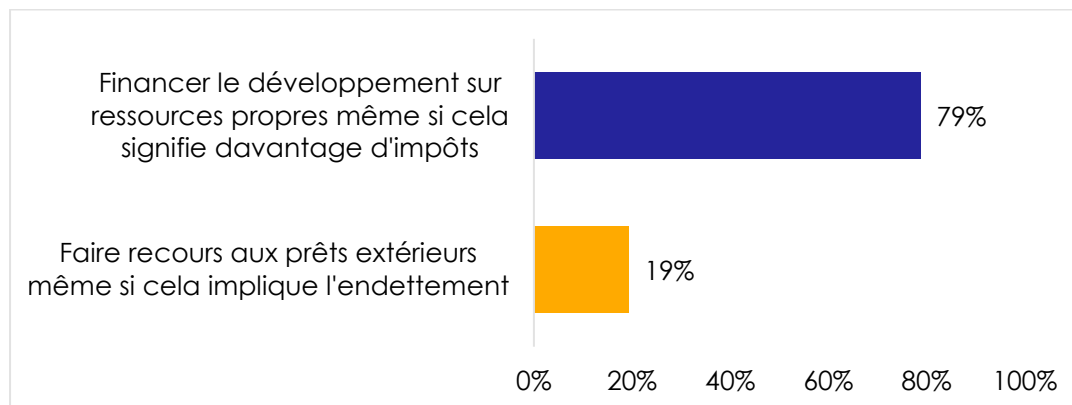
Affirmation 1 : Il est préférable de payer plus d'impôts si cela veut dire que le gouvernement améliorera la prestation des services.

Affirmation 2 : Il est préférable de payer moins d'impôts, même si cela implique moins de services fournis par le gouvernement.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

D'ailleurs, la grande majorité (79%) des Sénégalais se disent prêts à accepter davantage d'impôts et taxes si c'est pour financer le développement du pays sur fonds propres, au lieu de s'endetter avec des prêts extérieurs (Figure 16).

**Figure 16 : Financement du développement : Fonds propres ou prêts extérieurs ?**  
 | Sénégal | 2021

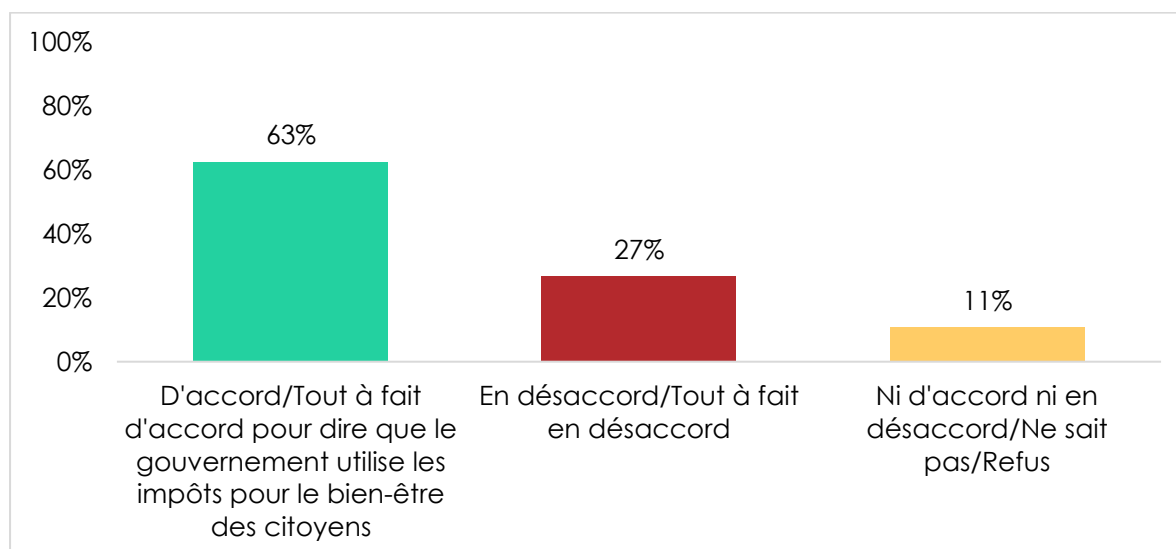


**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est plus proche de votre opinion ?  
 Affirmation 1 : Il est important en tant que nation indépendante que nous financions notre développement sur nos propres ressources même si cela signifie davantage d'impôts et taxes.  
 Affirmation 2 : Nous devrions utiliser les prêts extérieurs pour le développement du pays, même si cela accroît notre endettement vis-à-vis des pays et institutions étrangers.  
 (% de ceux qui sont « tout à fait d'accord » ou « d'accord » avec chaque l'affirmation)

### Utilisation des impôts

Bien que la majorité des Sénégalais affirment qu'il est difficile de se renseigner sur l'utilisation des recettes fiscales, il n'en demeure pas moins que plus de six adultes sur 10 (63%) s'accordent sur le fait que les impôts collectés par l'Etat servent à améliorer le bien-être des citoyens (Figure 17).

**Figure 17 : Utilisation des impôts pour le bien-être des citoyens ?** | Sénégal | 2021



**Question posée aux répondants :** Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Habituellement, le gouvernement utilise les recettes fiscales qu'il collecte pour le bien-être des citoyens ?

## Conclusion

Les résultats de l'enquête Afrobarometer révèlent un déficit d'informations sur les impôts à payer et l'utilisation des recettes fiscales par le gouvernement. De plus, on note une tendance baissière du soutien au droit du gouvernement d'imposer des impôts, une perception de corruption chez les agents des impôts et domaines, un manque de confiance vis-à-vis de la Direction Générale des Impôts et une perception de manque d'équité entre riches et citoyens ordinaires. Est-ce que ce sont là les raisons pour lesquelles, « souvent » ou « toujours », les gens évitent de s'acquitter de leurs impôts ?

Malgré le déficit d'informations, la plupart des Sénégalais s'accordent sur le fait que les impôts collectés par l'Etat servent à améliorer le bien-être des citoyens. Mieux, ils sont favorables à une augmentation des impôts et taxes pour améliorer les services publics, soutenir des programmes d'aides aux jeunes et financer le développement du pays sur fonds propres.

## Références

- Direction Générale des Impôts et des Domaines. (2013). Le nouveau code général des impôts.
- Direction Générale des Impôts et des Domaines. (2020). Le YAATAL, un dialogue de responsabilités au bénéfice du citoyen. Magazine trimestriel (édition spéciale) No. 26, janvier-juin 2020.
- Diallo, M.A., & Diallo, H. (2021). Malgré une baisse du chômage, les Sénégalais réclament plus d'efforts du gouvernement en matière de création d'emplois. Dépêche No. 499 d'Afrobarometer.
- Jurion, B. (2011). Quelques réflexions sur l'évolution du rôle économique de l'impôt. *Revue Bancaire et Financière*, 4, 222-227.
- Organisation de Coopération et de Développement Economiques. (2021). Revenue statistics in Africa 2021. Avec la Commission de l'Union Africaine et le Forum de l'Administration Fiscale Africaine.

**Mamadou Abdoulaye Diallo** est ingénieur statisticien économiste et assistant de recherche au Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES), partenaire national d'Afrobarometer au Sénégal. Email : [mamadou.abdoulaye@cres-sn.org](mailto:mamadou.abdoulaye@cres-sn.org).

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne à l'Union Africaine, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Bruno van Dyk ([bruno.v.dyk@afrobarometer.org](mailto:bruno.v.dyk@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 502 d'Afrobarometer | 13 janvier 2022